

Une Wallonie à plusieurs composantes

(Texte non revu par l'auteur)

Intervention introductive demandée à Michel Goffin dans le cadre de la 10^{ème} édition des Jardins de Wallonie, intitulée *Docteur Jekyll and Mr Hyde : les deux Wallonies de 1996 à 2016. Enterrer le déclin ou en finir avec le redressement ?*

Une Wallonie ou plusieurs Wallonies ? Je dirai une Wallonie mais avec plusieurs composantes, qui se retrouvent à différents endroits et pas nécessairement sur des territoires sériés. Au Brabant wallon, il y a Tubize et Ottignies - Louvain-la-Neuve. Il y a des évolutions auxquelles on n'est pas assez attentif. Ce que j'entends aujourd'hui sur Louvain-la-Neuve, c'est que le développement dans les entreprises de type emplois industriels et services aux entreprises est en régression depuis deux ans, y compris sur les zonings et qu'un certain nombre d'autres services de type plus intellectuel, si je peux parler ainsi, sont en développement. L'essor du centre du Brabant wallon et particulièrement d'Ottignies - Louvain-la-Neuve, est en train de se faire sur l'immobilier avec des personnes âgées riches qui achètent les appartements, les nouvelles maisons avec un déficit finalement d'accroissement au niveau des jeunes, ce qui n'était pas le cas avec le phénomène universitaire qui existe depuis un certain nombre d'années.

Des paramètres changent. Face à des problèmes de développement économique, comme professeur de méthodologie du travail social - c'est mon angle d'entrée, parce que je ne suis ni économiste, ni juriste – je me pose la question : qui profite du développement dans la société. J'entends bien et je fais confiance aux économistes lorsqu'ils disent que la situation de la Wallonie est un peu meilleure, comparativement à d'autres régions, comparativement à la situation antérieure d'il y a quelques années. Mais qui profite de ce développement, puisque j'entends en même temps que les taux de pauvreté n'ont pas diminué et qu'ils sont même en croissance. Les gens qui sont à la marge et qui risquent de tomber en dessous du seuil de pauvreté sont plus nombreux aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Comment allons-nous réfléchir aux questions sous-jacentes de mener un certain nombre de politiques de manière à ce qu'il n'y ait pas toute une série de personnes qui sont laissées au bord du chemin ? C'est vraiment cette question-là dans le développement économique qui m'intéresse ces derniers temps.

Peut-être doit-on réfléchir à un certain nombre de choses. On parle de mobilité. Qui est mobile aujourd'hui et pourquoi ? Si je crois le sociologue, Guy Bajoit, qui a étudié les questions des comportements de jeunes par rapport au changement social pendant plus de quinze ans par des techniques d'interview, on reproduit entre la logique de mobilité et la logique d'intégration, des choses qui ont évolué effectivement. Mais la logique de mobilité, c'est toujours pour celui qui peut voir un espoir pour demain meilleur que ce qu'il a aujourd'hui. On est essentiellement dans une logique de gens qui vont être dans le culte de la performance, dans l'ascension sociale, essayant de mieux correspondre aux normes du top social. C'est une partie de la population. Il y a un autre type de comportement qui vient de sa réflexion même s'il n'est pas le seul à réfléchir là-dessus, qui est une forme d'hédonisme social. C'est se dire que si je peux avoir un emploi, j'ai envie d'avoir un emploi, si je peux avoir un emploi, je le prends. Si je n'en ai pas, les dispositifs sociaux suffisent à me garantir une certaine sécurité d'existence et me satisfont. C'est peut-être une donne nouvelle qu'on a aujourd'hui. Est-ce un comportement négatif par rapport aux questions de croisement. Comment faire un certain nombre de pas pour insérer des gens dans la société

puisqu'on a tous les programmes d'insertion socio-professionnelle et en connexion par rapport à cette question de développement économique et ne laisser personne au bord du chemin ? Je pense qu'à ce niveau-là, cette donnée nouvelle montre que ces gens intègrent aussi un certain nombre de valeurs de la société wallonne, parce que c'est quand même bien la société wallonne qui s'est battue avec le syndicalisme de manière forte pour qu'il y ait un certain nombre de dispositifs sociaux intéressants et performants. Je ne tire pas de morale de cette question. Je constate que, dans un certain nombre de milieux, y compris chez les gradués et les universitaires, cela devient une manière de vivre des trentenaires. Que faisons-nous par rapport à cela ? L'enjeu est devant nous. Je n'ai pas de réponse mais il faut peut-être en avoir conscience quand on veut mettre en œuvre un certain nombre de dispositifs.

Une autre question que je me pose aussi, que certains sociologues et économistes ont mis en évidence, touche aux politiques contre la pauvreté, contre l'exclusion sociale qui apparaissent comme "la croix-rouge de la dérégulation sociale". Ce qu'ils veulent dire, c'est que, ces derniers temps, on accordait beaucoup d'importance dans les dispositifs, à des processus plutôt aux résultats. On parle, par exemple, beaucoup d'insertion socio-professionnelle en sachant très bien qu'il n'y a pas d'emploi pour un certain nombre de catégories de personnes et que, dans les faits, on ne va pas les rattraper par rapport aux exigences du marché. Comment insérer alors les gens dans un dispositif social où ils peuvent quand même bénéficier du développement économique où, apparemment, si j'entends les économistes, il y a une série de richesses supplémentaires, il y a un niveau supérieur à la situation antérieure. Comment ne vont-ils pas être débarqués ? Certains sociologues qui ont étudié certains dispositifs sociaux, sur le plan de l'Europe, en arrivent à la conclusion, par exemple, qu'on conditionne peut-être trop les processus dans lesquels on invite les gens à s'inscrire pour aller vers le marché de l'emploi. Je m'explique. Les crèches par exemple. Dans un certain nombre de pays nordiques, l'accès aux crèches pour les femmes n'est conditionné à aucun élément. J'ai envie de mettre mes gosses à la crèche deux heures pour aller boire une tasse de café avec mon amie ou avec n'importe qui, j'ai le droit. Ici, dans la rareté des places, mais aussi, pas simplement dans la rareté, dans les missions qui sont en tête des prestataires dans ce dispositif, les crèches sont faites pour les gens qui travaillent et, s'il y a de la place, pour les gens qui s'inscrivent dans des formations. C'est essentiellement cela. Ce qu'ils ont constaté dans un certain nombre de pays, c'est que, le fait d'avoir cette ouverture non conditionnée, permet aux femmes qui vivent dans des situations de pauvreté, parfois de génération en génération, d'avoir une liberté de contact et une liberté relationnelle qui fait que progressivement, elles étendent le champ de leurs relations, y compris sur le plan de la formation, y compris sur le plan de l'insertion socioprofessionnelle. Leurs conclusions est de dire qu'il y a un moins grand taux de reproduction générationnelle de la pauvreté de ce fait-là. Peut-être qu'on doit réfléchir à des questions comme celles-là dans le lien développement et processus ou projet par rapport à une lutte contre la pauvreté.